périal : le Libre Echange, s'effondra définitivement et « l'Economist » alla jusqu'à affirmer que le Gouvernement « national» de Mac Donald en s'engageant dans la voie du protectionnisme et du nationalisbe « avait signé le décret de dislocation de l'Empire ».

L'impérialisme britannique acculé à la dépréciation de sa monnaie crut cependant pouvoir déceler dans cette nécessité certaines possibilités favorables de lutte sur le marché mondial et contre l'impérialisme américain.

Certes, un événement tel que la crise de septembre 1931 pouvait déterminer plus aisément que dans d'autre pays une secousse économique « un coup de fouet» capable de ranimer, dans une certaine mesure, la vie économique. En effet le capitalisme anglais était entré dans la crise de 1929 presque sans transition, car celle-ci n'avait fait que prolonger en quelque sorte la dépression chronique qui le paralysait depuis dix ans. De plus, de 1929 à 1931, grâce à l'entrée libre des produits étrangers, la baisse de plus de 30 p. c. des prix mondiaux avait bien plus bénéficié à la puissante capacité d'achat du marché anglais, qu'elle n'avait désorganisé celui-ci et le maintien du coût de la vie avait entretenu la « paix industrielle » et estompé les contradictions de classe ; une baisse de 5 pour cent sur les salaires nominaux n'avait pas entamé le pouvoir d'achat des ouvriers, et cette situation présentait quelque analogie avec celle qui exista pendant la période de stagnation de 1885 à 1905, au cours de laquelle le capitalisme anglais, grâce au libre échange bénéficia de la forte baisse des prix sur le marché mondial ; la hausse réelle des salaires qui en résulta, et le maintien des salaires nominaux, contribua à anesthésier le prolétariat, à supprimer le moindre remous de classe.

Le recours au protectionnisme apporta au capital une possibilité historique unique d'exploitation d'un marché intérieur qui avait été ouvert à tous les vents pendant près d'un siècle. Il y avait là une perspective d'expansion relative de la production industrielle et même agricole que la baisse de la livre devait contribuer à stimuler, d'une part en entraînant par son universalité même une baisse des prix mondiaux et par conséquent des prix des matières premières nécessaires à l'industrie et d'autre part en permettant à celle ci- d'accroître ses capacités d'exportations. Les faits se chargèrent de démentir d'aussi belles promesses, tout au moins en ce qui concerne les exportations puisque celles-ci, loin d'augmenter ne réussirent tout juste qu'à se maintenir au même volume bien que baissant en valeurs, sous l'action conjuguée de la chute des prix, de l'exacerbation des nationalismes économiques et de la concurrence virulente du Japon qui déprécia le Yen, immédiatement après la livre, jusqu'à 40 p. c. de sa valeur or, tandis que le change anglais, à la veille de la crise américaine de 1933 n'avait encore baissé que d'un tiers.

Quant au marché intérieur, même protégé par des tarifs, son pouvoir d'absorption de l'excédent de la capacité productive restait très limité de par sa nature même — qui en faisait un marché capitaliste quasi à l'état pur, où le volume de pouvoir d'achat ne provenant pas de la sphère capitaliste de production, était limité à celui détenu par une faible couche de paysans et de travailleurs indépendants. L'organisation retardataire des monopoles et du Capital financier ne permettait pas non plus une exploitation profonde de la masse des consommateurs et rendait difficile une politique rationnelle de dumping, d'autant plus que l'énorme appareil productif était en trop grande disproportion avec l'étroitesse relative de la masse de consommateurs. Le Capitalisme anglais ignorait d'autant moins cette faiblesse structurelle des monopoles qu'il se proposait de l'éliminer en poursuivant le développement des cartels et la rationalisation industrielle. Mais entretemps, l'élévation du degré d'utilisation de la capacité de production ne pouvait se réaliser qu'en excluant du marché intérieur les produits fabriqués étrangers, qui ne représentaient cependant que 30 p. c. à peine du total des importations ; les achats de fer, d'acier et de machines diminuèrent de moitié de 1931 à 1933, ceux des tissus semi-ouvrés de 4/5, tandis que ceux de la soie brute, approvisionnant l'industrie de luxe, s'accroissaient de 50 p. c.

D'autre part, les achats de produits alimentaires ne baissaient pas sensiblement car l'affaiblissement d'une telle monnaie d'échange eût déforcé plutôt que renforcé la position de l'industrie, en provoquant les réactions des exportateurs étrangers de ces produits.

Sur le marché mondial, le recul de l'économie anglaise se poursuivit. Il s'avéra que la chute de la livre ne parviendrait pas à percer la formidable ligne de défense qu'édifiait chaque économie impérialiste. Si en 1932, le volume des exportations se maintient au niveau du chiffre de 1931, en valeur, elles continuèrent à rétrograder, et dans une mesure bien plus grande, vers le marché extra-impérial, spécialement en Extrême-Orient, aux Etats-Unis et en Allemagne et les pays du bloc-or. L'échec expansionniste acquérait d'autant plus d'importance que les chances d'exploitation des avantages conférés par la baisse de la livre tendaient à disparaître par le fait que les prix intérieurs, se décrochant de la baisse mondiale, évoluaient plutôt vers la hausse, les tarifs protectionnaistes aidant.

Libre au « planistes » friands de tripotages monétaires «susceptibles d'augmenter la capacité d'achat des ouvriers » de se référer à l'exemple anglais pour marquer qu'une dévaluation n'entraîne pas nécessairement la hausse des prix ; ils prouvent par la qu'ils ne peuvent que clicher les évènements car, si en Angleterre, immédiatement après la crise de 1931, la hausse des prix ne fut pas apparente, elle se vérifie quand même par rapport à la baisse mondiale, par la stagnation même de leur niveau.

***

En fait, l''inexistence de nouveaux débouchés, dans la crise générale du capitalisme, obligea l'impérialisme britannique à s'orienter vers d'autres solutions, s'il ne voulait pas voir décroître sa part relative dans la plus-value mondiale. De là son effort dirigé vers une exploitation plus rationnelle de son domaine colonial. De là, les accords d'Ottawa de 1932, apparaissant comme une tentative d'ériger un système impérial de tarifs préférentiels qui, bien que destiné à s'intégrer dans l'évolution générale vers le nationalisme impérialiste, ne pouvait cependant pas aboutir à une impossible économie impériale fermée.

Développer les exportations métropolitaines vers l'Empire et acquérir le monopole des matières premières coloniales, tels étaient les deux objectifs centraux visés au travers d'Ottawa. Dans quelle mesure les facteurs désagrégateurs et contradictoires existant au sein de l'Empire de par la nature hétérogène de celui-ci, pouvaient-ils empêcher la réalisation de ce programme ?

En premier lieu, la généralisation d'application des tarifs se heurtait aux besoins économiques de certains Dominions qui se trouvaient étroitement reliés à d'autres économies : le Canada vivait dans l'orbite du capitalisme américain, l'Australie vendait sa laine au Japon à condition d'y acheter des cotonnades et soieries ; outre ces Dominions, les Indes, fournissaient le Japon en coton et rachetaient celui-ci en tissus. En second lieu, le protectionnisme de l'agriculture anglaise entrait en conflit avec la nécessité d'importer et les produits agricoles des colonies, et ceux de l'étranger (Argentine), conditionnant les exportations métropolitaines.

En troisième lieu, le système préférentiel constituait une menace pour les débouchés extra-impériaux de la métropole et le règlement de ses créances, puisque son application réduisait la monnaie d'échange que constituait le pouvoir d'achat de son marché.

En quatrième lieu, le caractère capitaliste des Dominions et leur progressive industrialisation ne pouvaient que resserrer le débouché des produits fabriqués métropolitains.

Que représente en définitive pour l'Impérialisme britannique un peu plus d'un an de régime d'Ottowa conjugué avec 2 ans de régime monétaire « libre » ?